



PROCES-VERBAL
COMITE SYNDICAL DU 19 JUIN 2024

Date de la convocation : mardi 11 juin 2024

Étaient Présents :

Membres titulaires :

Nicolas PATRIARCHE, *Président* ; Jean-Claude BOURIAT, Jean-Yves COURREGES, *Vice-présidents*

Monique ARDOY, Kenny BERTONAZZI, Jean-Michel BALEIX, Frédéric CLABE, Jean-Louis CALDERONI, Eric CASTET, François DAMIAN-PICOLET, Gilbert DANAN, Jean-Marc DENAX, Victor DUDRET, Philippe DUVIGNAU, Frédéric GOMMY, Clarisse JOHNSON-LE-LOHER Yves LACOSTE, Régis LAURAND, Jacques LEROUX-MENESTREY, Véronique LIPSOS-SALLENAVE, Jacques LOCATELLI, Bernard MARQUE, Françoise MARTEEL, André NAHON, Karine RODRIGUEZ, Pauline ROY, Gille TESSON, Patricia WOLF

Membres suppléants :

Didier RIVIERE a suppléé Michel BILLE,

Étaient représentés :

François BAYROU a donné pouvoir à Nicolas PATRIARCHE, Michel CAPERAN a donné pouvoir à Jean-Claude BOURIAT, Jean-Louis PERES a donné pouvoir à Gilbert DAVAN, Marie-Laure MESTELAN a donné pouvoir à Kenny BERTONAZZI, Joel SEGOT a donné pouvoir à Yves LACOSTE

Étaient excusés :

Mohamed AMARA, Patrice BARTOLOMEO, Murielle BAREILLE, Michel BERNOS, Christelle BONNEMASON-CARRERE, Najia BOUCHANNAFA, Marion BUSSY, Frédéric DAVAN, Stéphanie DUMAS, Arnaud JACOTTIN, Jean-Yves LALANNE, Francis PEES, Valérie REVEL

Étaient absents :

Thibault CHENEVIÈRE, Gwendoline ISSAC LAVIGNE, Marie-Claire NE

Secrétaire de séance : Pauline ROY



Extrait du Registre des Délibérations

Comité Syndical

Séance du mardi 17 décembre 2024

Date de la convocation : lundi 9 décembre 2024

Étaient Présents :

Membres titulaires :

Nicolas PATRIARCHE, Jean-Claude BOURIAT, Michel CAPERAN, Jean-Yves COURREGES, BALEIX Jean-Michel, BERTONAZZI Kenny, BILE Michel, BOUCHANNAFA Naija, CALDERONI Jean-Louis, CASTET Eric, CLABE Frédéric, DAMIAN-PICOLLET François, DANAN Gilbert, DENAX Jean-Marc, DUDRET Victor, DUVIGNAU Philippe, GOMMY Frédéric, LACOSTE Yves, LAURAND Régis, LEROUX-MENESTREY Jacques, LOCATELLI Jacques, MARTEEL Françoise, NAHON André, RODRIGUEZ Karine, ROY Pauline, SEGOT Joël, WOLFS Patricia.

Membres suppléants :

NE Marie-Claire suppléée par RIVIERE Didier, PEES Francis suppléé par ROUSSELET Patrick.

Étaient représentés :

ARDOY Monique a donné pouvoir à DANAN Gilbert, BAYROU François a donné pouvoir à PATRIARCHE Nicolas, MESTELAN Marie-Laure a donné pouvoir à BERTONAZZI Kenny, PERES Jean-Louis a donné pouvoir à CAPERAN Michel.

Étaient excusés :

AMARA Mohamed, BARTOLOMEO Patrice, BERNOS Michel, BONNEMASON-CARRERE Christelle, CHENEVIÈRE Thibaud, DAVAN Frédéric, DUMAS Stéphanie, ISAAC-LAVIGNE Gwendoline, JACOTTIN Arnaud, JOHNSON-LE-LOHER Clarisse, LIPSOS-SALLENAVE Véronique, MARQUE Bernard, REVEL Valérie,

Étaient absents :

BAREILLE Muriel, BUSSY Marion, LALANNE Jean-Yves, TESSON Gilles.

Secrétaire de séance : ROY PAULINE

00- COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITE TERRITORIALES

Rapporteur : Monsieur le Président

Mesdames, Messieurs

01 – Restitution d'un véhicule mis à disposition par la Communauté d'Agglomération Pau Pyrénées propriétaire de ce bien.

(Décision du 22 avril 2024)

Conclusions adoptées à l'unanimité

01 - APPROBATION DU RAPPORT D'ACTIVITE 2023 DU SYNDICAT MIXTE PAU BÉARN PYRÉNÉES MOBILITÉS

Rapporteur : Monsieur le Président
Messieurs,

Mesdames,

Conformément aux dispositions combinées des articles L.5711-1 et L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président de l'établissement Public de Coopération Intercommunale adresse au Maire de chaque commune membre, avant le 30 septembre, un rapport retraçant l'activité de l'établissement, accompagné du compte administratif.

Ce rapport fait l'objet d'une communication par le Maire ou le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale au Conseil Municipal ou Communautaire.

Pour l'année 2023, l'activité du service public de transports assuré par le Syndicat Pau Béarn Pyrénées Mobilités, que vous retrouverez en détail dans le rapport, a été principalement marquée par :

- la poursuite des actions du Plan de Déplacement Urbains et de la structuration de la donnée pour enrichir l'observatoire des mobilités,
- une offre de transport stable par rapport à 2022, et en hausse de 5,1 % par rapport à 2019. L'offre sur le périmètre de la STAP est également en hausse de 4,8 % suite à la réinternalisation de l'offre des lignes 10, 16 et Emmaus en juillet 2023 (arrêt de la sous-traitance urbaine),
- une fréquentation record du réseau de bus IDELIS (9,6 millions de validations), qui augmente de près de 8% par rapport à 2022 et dépasse le niveau de 2019 (période avant Covid),
- des recettes commerciales qui suivent la dynamique observée sur la fréquentation, en progression de 6 % par rapport à 2022,

- la réalisation de 347 000 km sur la ligne FEBUS, et la mise en service de quatre nouveaux bus à hydrogène de taille standard sur les autres lignes du réseau,
- la distribution de 33 tonnes d'hydrogène par la station du site Larribau, dont plus de 80% d'hydrogène vert produit sur place,
- la poursuite des travaux de mise en accessibilité du réseau de bus et d'équipement des arrêts en abribus, avec l'aménagement de 21 quais pour un montant de 342 k€. A fin décembre 2023, 68 % des arrêts de bus sont accessibles et 47 % sont équipés d'abribus,
- l'acquisition de 13 nouveaux véhicules (4 bus hydrogène 12 m, 7 bus hybrides 12 m et 2 véhicules pour le transport à la demande), ainsi que la poursuite de la rénovation des bus standard IVECO (carrosserie, moteurs, boîtes de vitesse...),
- L'ouverture de la nouvelle agence commerciale IDELIS Place d'Espagne en juillet 2023, qui représente un investissement de 582 k€ et qui regroupe désormais l'ensemble des services de mobilité bus et vélos proposés par IDELIS,
- L'inauguration du Pôle d'Echanges Multimodal, qui permet à FEBUS de desservir au plus près la Gare de Pau, et la mise en service de l'abri vélo sécurisé, qui offre plus d'une centaine de places de stationnement vélo pour améliorer la multimodalité,
- La fin des travaux d'aménagement Chronobus sur l'entrée Est-Batsalle, qui offre désormais 720 mètres de couloirs bus dédiés et 1700 mètres linéaires de pistes cyclables continues, sécurisées et confortables, ainsi que la poursuite des études sur la rue Henri Faisans et sur l'axe Chronobus de la route de Bayonne.
- la fin des travaux de Grande Inspection du funiculaire, et la remise en peinture des cabines. La fréquentation augmente de 10 % par rapport à 2022 mais ne retrouve pas son niveau d'avant-covid (du fait de la fin des travaux du PEM et de la limitation du stationnement gratuit dans le secteur de la gare),
- la poursuite du développement de la flotte de vélos en location IDECycle avec l'acquisition de 71 vélos à assistance électrique supplémentaires pour un montant de 86 k€, portant la flotte à 1074 vélos (hors Relais Idecycle),
- l'attribution de 858 aides à l'achat vélo, soit un nombre total de 3 326 aides accordées pour un montant de plus de 440 k€,
- la consolidation de 5 « Schémas de secteur cyclables » et la réponse à l'Appel à Projet « Fonds Mobilités Actives »,
- la poursuite de la démarche de logistique urbaine durable INTERLUD,
- la réalisation de nombreuses actions d'accompagnement et de sensibilisation à l'utilisation des modes de déplacements durables :
 - Challenge mobilité inter-écoles et inter-entreprises,
 - Plans de mobilité employeurs,
 - Parcours pédagogiques pour les classes du CE1 au CM2,
 - et pour la 1^{ère} année le syndicat PBPM a créé un nouveau défi : "1 mois sans ma voiture" qui a rencontré un vif succès.

Conclusions adoptées à l'unanimité

02 - RAPPORT ANNUEL 2023 DE LA SPL STAP - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE D'EXPLOITATION DES TRANSPORTS PUBLICS ET DES SERVICES A LA MOBILITE DE L'AGGLOMERATION PALOISE

Rapporteur : Monsieur le Président
Messieurs,

Mesdames,

Le présent rapport a pour objet de présenter l'activité de la SPL STAP pour l'année 2023, dans le cadre du contrat de service public conclu avec la SPL STAP le 29 décembre 2016 pour l'exploitation du réseau de transports urbains.

En application des articles L. 1411-3, R.1411-7 et R.1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exploitant produit chaque année avant le 1^{er} juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes et retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du service public ainsi qu'une analyse de la qualité du service.

Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. Dès la communication de ce rapport, son examen est mis à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'Assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport annuel de l'exploitant est joint en annexe.

Les principales informations contenues dans le rapport relatives à l'exploitation du réseau sont les suivantes :

➤ **La société**

Au 31 décembre 2023, le capital est réparti de la façon suivante :

- 95% (2 375 actions ; 475 000 €) : SMPBPM
- 5 % (125 actions ; 25 000 €) : Ville de Pau

La composition du conseil d'administration est la suivante :

- Président : Michel CAPERAN
- Représentant de la Ville de Pau : Kenny BERTONAZZI
- Représentants du SMPBPM : Nicolas PATRIARCHE, Patricia WOLFS, Michel BERNOS, Jean-Claude BOURIAT, Jean-Yves LALANNE, Karine RODRIGUEZ,

Le conseil d'administration a été convoqué 3 fois en 2023.

L'assemblée générale des actionnaires a été convoquée le 28 juin 2023.

➤ **Avenants au contrat de Service Public 2017-2022 :**

Un avenant au contrat de service public a été conclu en 2023.

L'avenant n°11 approuvé par délibération du comité syndical du 27 juin 2023 et dont l'objet était :

- de rembourser à la SPL le montant d'opérations réalisées par cette dernière pour le compte du Syndicat Mixte,
- d'intégrer au régime des biens de retour les immobilisations acquises par la SPL pour le compte du Syndicat Mixte,
- de formaliser les modalités de solde annuel de rémunération.

➤ **Mouvements sociaux**

Poursuite du contexte de grève, principalement sur le premier semestre 2023 avec 5796,75h décomptées (contre 7147h en 2022 et 1028h en 2021), et 42 865 km commerciaux non réalisés.

Le service minimum a été mis en place sur 20 jours, avec notamment un blocage complet du dépôt le 7 mars 2023.

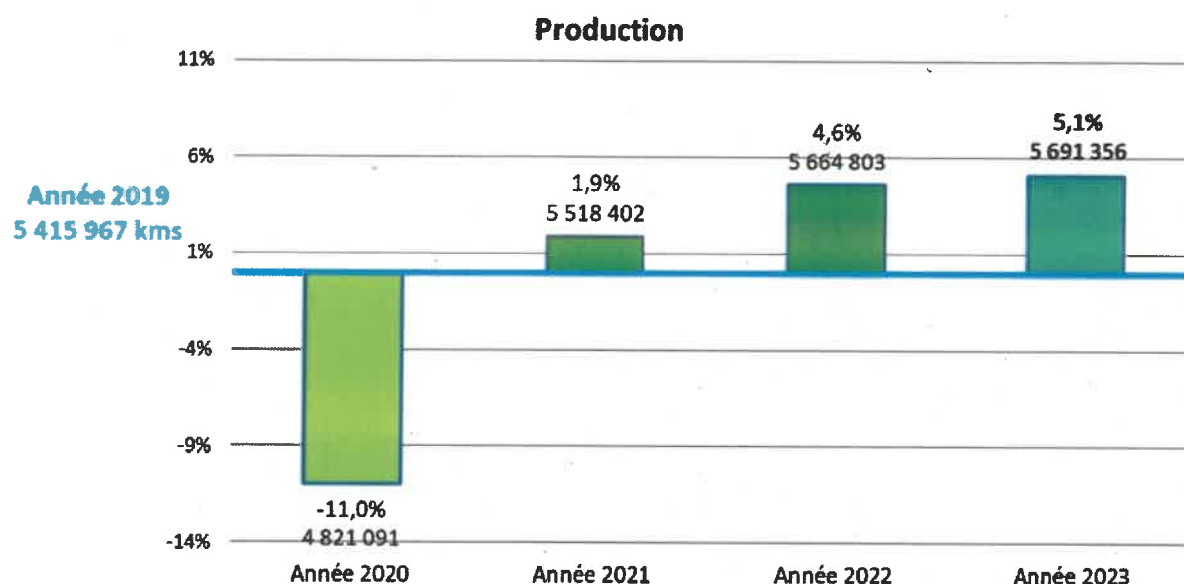
➤ **Consultations**

Le marché de nettoyage dont APR était titulaire a été attribué au 1^{er} juin à ONET. Le gardiennage est attribué à la société LYNX depuis le 1^{er} septembre. Pour le transport de fonds, la STAP a rejoint le groupement de commande de la Ville de Pau.

➤ **L'offre kilométrique**

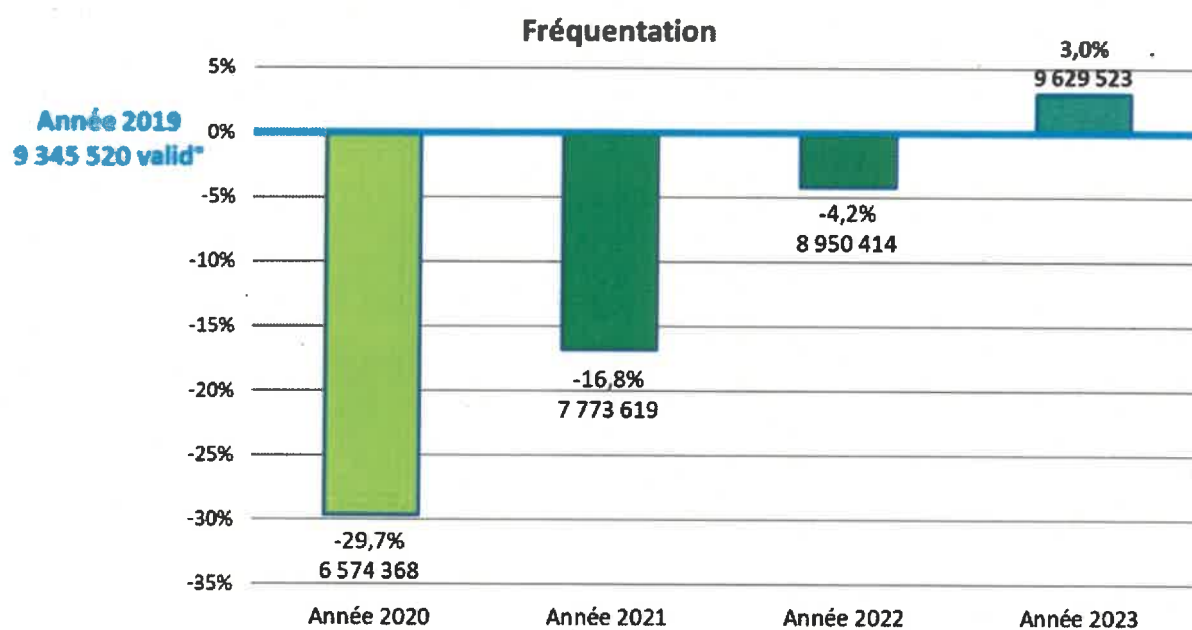
Avec 5,7 millions de kilomètres totaux, l'offre a augmenté de 0,5 % sur l'année 2023 par rapport à l'année 2022.

En comparaison avec la période précédant la pandémie, l'offre est en augmentation de 5,1 % par rapport à 2019.



> La fréquentation

Avec 9,6 millions de validations, la fréquentation totale du réseau IDELIS augmente de 7,6 % par rapport à l'année 2022 (gain de près de 0,7 million de validations). Pour la première fois depuis la crise sanitaire, la fréquentation dépasse celle de l'année 2019 (de 3%, soit +300 000 validations).



La hausse de fréquentation a notamment été sensible sur la ligne F, mais l'analyse de l'évolution ligne à ligne est rendue difficile par l'impact des changements de tracés de

plusieurs lignes structurantes (du fait de travaux importants) ayant manifestement créé des reports de fréquentation entre lignes.

Le service Scolaris continue à progresser (+5% par rapport à 2022), et les services Flexilis et Libertis sont en forte hausse.

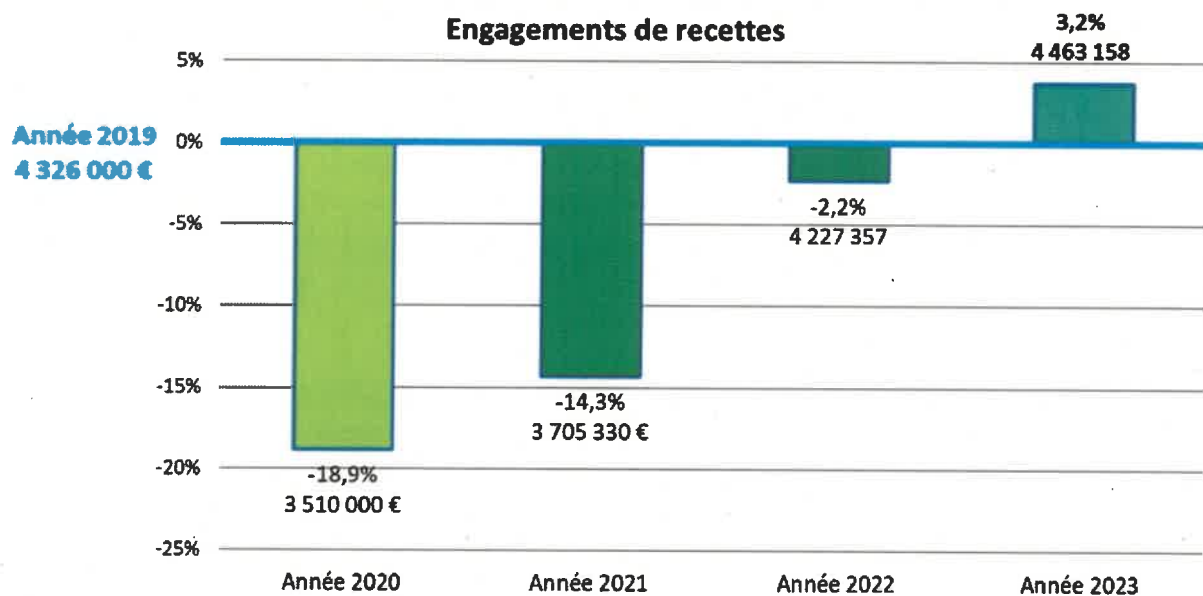
Les lignes qui étaient sous traitées au transporteur TPR ont été réintégrées dans l'activité propre de la STAP à partir du 10 juillet.

➤ Les recettes

Recettes usagers :

Avec 4,5 M€ en 2023, les recettes continuent leur amélioration par rapport à 2022 (+ 236 k€, soit + 5,6%). Elles dépassent le niveau de référence de 2019, avec un écart de 137 k€ (+ 3%).

Le dynamisme provient encore cette année de la hausse des titres à déplacement qui représente plus de la moitié de la hausse globale (+ 128 k€). Les recettes de locations de vélos continuent également leur bonne progression (+34 k€, soit +18,1%).



Recettes Commerciales Engagements				
En € HT	2023	2022	Evol* / Valeur	Evol* / %
Titres à déplacement	1 673 785 €	1 546 110 €	127 675 €	8,3%
Tout public 26-64 ans	729 815 €	699 201 €	30 613 €	4,4%
Jeunes 4-25 ans	408 623 €	385 837 €	22 786 €	5,9%
Scolaire	578 923 €	556 532 €	22 391 €	4,0%
Seniors 65+	382 404 €	375 255 €	7 149 €	1,9%
Réduits - CMU	387 587 €	380 840 €	6 747 €	1,8%
Abonné Parking	1 793 €	800 €	992 €	124,0%
Abonné TER-SNCF	3 605 €	2 374 €	1 231 €	51,8%
Résiliations / impayés	- 24 849 €	- 14 424 €	- 10 425 €	72,3%
TOTAL Recettes de titres - Rn trafic	4 141 685 €	3 932 526 €	209 159 €	5,3%
Vélos	220 574 €	186 716 €	33 858 €	18,1%
Supports des titres et autres	100 899 €	108 115 €	- 7 216 €	-6,7%
TOTAL Recettes diverses - Rn divers	321 473 €	294 830 €	26 642 €	9,0%
TOTAL ENGAGEMENT DE RECETTES	4 463 158 €	4 227 357 €	235 801 €	5,6%

➤ La tarification

Bus : pas de modifications tarifaires depuis le 1^{er} août 2017.

Vélos : pas de modifications tarifaires depuis le 1^{er} avril 2022.

➤ Les investissements

Les investissements suivants ont été réalisés en 2023 par le SMPBPM :

- Réhabilitation des bâtiments Ressources pour accueillir la nouvelle agence commerciale
- Système de réservation dynamique de TAD PADAM
- Outillage pour l'atelier de maintenance patrimoniale (colonne mobile, assécheur air comprimé, ...) et pour la maintenance des vélos
- Pièces de rechange pour les BIV des stations BHNS
- Rénovation de 12 boîtes de vitesse et de 14 bus
- Achats de 5 moteurs de bus
- Intégration de 4 bus à hydrogène et 3 bus hybrides de 12m, rachat de 4 bus hybrides à Keolis
- Acquisition de 3 véhicules : MASTER, EXPERT et TRANSIT
- Acquisitions de vélos à assistance électrique et accessoires
- Matériel embarqué pour les bus
- Abribus et aménagement de quai

Complétés par des investissements réalisés directement par la STAP :

- Licences, logiciel et développement
- Matériel divers, matériel embarqué et outillage

- Matériel de bureau et informatique
- Mobilier
- Travaux

➤ Le parc

Au 31 décembre 2023, le parc était composé de 109 véhicules (soit deux véhicules de plus qu'à fin 2022) 100 % accessible aux personnes à mobilité réduite :

- 8 FEBUS (18 mètres)
- 2 bus articulés (18 mètres),
- 88 bus standards (12 mètres) dont 8 hybrides et 4 hydrogène,
- 4 véhicules TPMR,
- 4 navettes centre-ville électriques de type Bolloré Bluebus 22
- 3 véhicules TAD

L'âge moyen du parc est stable à 9,4 ans au 31/12/2023.

Le nombre de bus nécessaires à l'exploitation est inchangé à 82 bus standards et articulés en heure de pointe (hors Cooxitis et service TPMR), 16 bus restent alors disponibles soit un taux de réserve de 19,5 %.

➤ La rémunération de l'exploitant

Dans le cadre du contrat 2017-2022, les modalités de rémunération de la SPL STAP sont les suivantes :

- le SMPBPM verse à l'exploitant une rémunération forfaitaire,
- l'exploitant reverse au SMPBPM l'ensemble des recettes encaissées.

En 2023, la rémunération forfaitaire de l'exploitant s'élève à 31 314 K€ HT, en hausse de 5,1 % par rapport à 2022 (soit + 1 506 K€) :

- La hausse des coefficients d'indexation représente + 1 552 k€
- L'impact de l'avenant n° 10 représente une hausse de + 116 k€
- L'impact des kilomètres non réalisés (principalement à la suite des mouvements sociaux) représente une baisse de 163 k€

L'intéressement 2023 est de 51k€, il avait été nul sur les trois années précédentes.

Le montant HT des recettes encaissées par la SPL STAP et reversées au SMPBPM au titre de 2022 est de 4 500 676 K€, en hausse de 4,85 % par rapport à 2022 (+ 208 K€) :

	2023		2022		Evol° HT	
	TTC	HT	TTC	HT	Evol° / Valeur	Evol° / %
1er Trimestre	847 753 €	766 505 €	776 491 €	702 900 €	63 606 €	9,05%
2ème Trimestre	805 951 €	728 267 €	772 799 €	698 777 €	29 490 €	4,22%
3ème Trimestre	1 474 081 €	1 335 109 €	1 414 510 €	1 281 703 €	53 406 €	4,17%
4ème Trimestre	985 079 €	890 720 €	893 925 €	808 395 €	82 325 €	10,18%
Tarification Sociale	885 416 €	804 924 €	896 590 €	815 082 €	- 10 158 €	-1,25%
Impayés	- 27 365 €	- 24 849 €	- 15 847 €	- 14 242 €	- 10 607 €	74,48%
TOTAL	4 970 915 €	4 500 676 €	9 471 591 €	4 292 615 €	208 061 €	4,85%
TOTAL Hors Tarification Sociale	4 085 499 €	3 695 753 €	8 575 001 €	3 477 533 €	218 220 €	6,28%

Le montant net restant à la charge du SMPBPM s'élève à 26 948 K€ HT en 2023, en augmentation de 5.0 % par rapport à 2022 (soit +1 277 K€).

Montant HT, en K€	2023	2022	Evol° / Valeur	Evol° / %	2019	Evol° / Valeur	Evol° / %
Rémunération pour prestation de service	31 314	29 808	1 506	5%	27 093	4 221	16%
Opérations pour compte du SMPBPM	84	159	-75	-47%	21	63	300%
Intéressement aux recettes	51	0	51		271	-220	-81%
Déduction recettes encaissées HT	-4 501	-4 296	-205	5%	-4 369	-132	3%
Solde à charge du SMPBPM	26 948	25 671	1 277	5,0%	23 016	3 932	17,1%

Résultat du contrat

Le résultat d'exploitation 2023 s'établit à + 58 k€ et le résultat net d'impôts à +209 k€.

Le taux de couverture des charges par les recettes commerciales est stable en 2023 à 14% par rapport à 2022 (contre 13 % en 2020/2021 et 16 % en 2019).

Conclusions adoptées à l'unanimité

03 - RAPPORT DES MANDATAIRES 2023

Rapporteur : Monsieur le Président
Messieurs,

Mesdames,

Le 29 décembre 2016, la SPL STAP et le Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités ont signé un contrat de service public pour l'exploitation des transports urbains et des services à la mobilité pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2022.

Le Comité Syndical a approuvé par délibération du 11 octobre 2022 le principe d'une prolongation jusqu'au 31 décembre 2023 du contrat de service public conclu avec la SPL STAP, qui a fait l'objet d'un avenant n°10 approuvé lors du comité syndical du 13 décembre 2022.

L'article L1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que les organes

délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires de Sociétés d'Économie Mixte et par renvoi des SPL, se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants aux Conseil d'Administration et Conseil de Surveillance.

La Société Publique Locale STAP a communiqué le compte rendu d'activité relatif à la gestion de l'exploitation et aux comptes financiers pour l'exercice 2023.

Le rapport des mandataires est joint en annexe.

Les principaux enseignements du rapport 2023 peuvent être résumés comme suit :

1/ Activité de la société

Activité de la société pour la sixième année du contrat de service public :

- Production kilométrique en légère hausse (+0,2%) : 5,7 millions de kms
 - ✓ 4,8 M kms pour le réseau IDELIS, COXITIS et LIBERTIS (+4,5%)
 - ✓ 0,9 M kms pour les activités sous-traitées SCOLARIS, urbaines et FLEXILIS (-18,5%)
- Fréquentation : 9,6 millions de validations, +677 K par rapport à 2022 soit +7,5%
- Recettes commerciales totales : 4,5 M€, +6,1% par rapport à 2022 soit + 260 K€

2/ Résultats financiers

Le chiffre d'affaires de la société est composé de la rémunération pour prestation de service (dont l'intéressement aux recettes) qui s'est élevé à 31,365 M€ pour l'année 2023, en augmentation de 5,2 % par rapport à 2022 (+ 1,557 M€).

Les charges internes s'élèvent à 26,396 M€, en augmentation de 6,6 % par rapport à 2022 (+ 1,754 M€) :

- Les charges salariales s'élèvent à 20,4 M€ sont en augmentation de 5,7 % par rapport à 2022 (+ 1,1 M€), l'effectif moyen est de 348 salariés contre 341 en 2022.
- Les charges de carburant s'élèvent à 2,1 M€ en diminution de 3 % par rapport à 2022 (- 64 k€), lié à une légère baisse du prix du carburant (moyenne 2023 : 1,45 € HT/l - moyenne 2022 : 1,52€ HT/l).

Les charges de sous-traitance s'élèvent à 3,079 M€, en baisse de 14 % par rapport à 2022 (- 496 k€).

Le résultat net 2023 est positif à 208 k€. Il est affecté au report à nouveau.

La capacité d'autofinancement de la société est en augmentation pour atteindre 652 K€ en 2023 (elle était de 242 k€ en 2022).

La société n'a pas fait appel à des emprunts financiers afin de financer l'activité.

La trésorerie est en forte hausse à 6,6 M€ par rapport à 2022 (+3,1 M€) principalement lié à un décalage dans le reversement des recettes du 3ème trimestre.

Conclusions adoptées à l'unanimité

04- MISE EN ŒUVRE DE L'OPTION « DESSERTE DES JOURS FÉRIÉS » DU CONTRAT DE SERVICE PUBLIC AVEC LA SPL STAP

Rapporteur : Monsieur le Président

Mesdames, Messieurs,

En sa qualité d'autorité organisatrice de la mobilité, le Syndicat Mixte des Transports Urbains Pau Béarn Pyrénées Mobilités (PBPM) a confié l'exploitation du réseau de transport public et des services à la mobilité à la Société Publique Locale d'Exploitation des Transports Publics et des Services à la Mobilité de l'Agglomération Paloise (STAP), dans le cadre d'un contrat de service public qui a pris effet le 1^{er} janvier 2024.

La présente délibération a pour objet de mettre en œuvre l'option de desserte des jours fériés détaillée à l'article 4.5 du contrat et chiffrée en annexe 4.

Trois jours fériés ont été chiffrés dans le cadre de cette option : 1^{er} janvier, 1^{er} mai et 25 décembre. Il est décidé dans un premier temps de mettre en œuvre une offre de transport uniquement pour le 25 décembre.

L'offre proposée est identique au service d'un dimanche avec la circulation de la ligne Febus et des lignes A, B, C et D en journée, et d'un véhicule de transport à la demande de 20h45 à 23h30. Cette offre représente une augmentation de 1835 km (1675 km en lignes régulières et 160 km estimés pour le transport à la demande) pour un coût annuel de 13 104 €.

La fréquentation supplémentaire attendue est estimée à environ 3 100 voyages.

Un bilan sera fait avant de déterminer s'il est opportun d'étendre la circulation au 1^{er} janvier et au 1^{er} mai.

Conclusions adoptées à l'unanimité

05- HOMOLOGATION TARIFAIRE POUR L'ANNÉE 2024

Rapporteur : Monsieur le Président
Messieurs,

Mesdames,

Conformément aux dispositions de l'article 14 du contrat de service public conclu avec la SPL-STAP le 19 décembre 2023, la SPL propose chaque année au Syndicat une évolution de la grille tarifaire. Le Syndicat homologue ces nouveaux tarifs dans des délais compatibles avec leur mise en vigueur.

Contexte

Depuis plus de 7 ans, le Syndicat n'a pas augmenté les tarifs du réseau IDELIS. Les dernières augmentations datent de :

- 2016 pour les titres occasionnels,
- 2017 pour les abonnements bus.

Cette stabilité a permis de maintenir une forte attractivité des transports en commun dans un contexte compliqué, notamment pendant la période de crise sanitaire.

Pendant la même période, la Contribution Forfaitaire versée chaque année à la STAP par le Syndicat a connu une inflation significative (+ 21% en 6 ans).

La contribution des usagers au coût réel du service public a ainsi fortement diminué, passant de 17,8 % en 2014 à 14,4 % en 2023.

Aujourd'hui la gamme tarifaire du réseau paloïs est très en dessous de la moyenne des tarifs des villes de taille comparable :

- Le ticket 1 déplacement acheté au sol (sur les distributeurs automatiques, à l'agence commerciale, chez les dépositaires ou via l'application Ticket Modalis) est en moyenne à 1,40 € contre 1,00 € à Pau, soit un écart de près de 40 %,
- Le ticket 1 déplacement vendu à bord du bus est en moyenne à 1,60 € contre 1,30 € à Pau, soit un écart de plus de 20 %,
- On constate des écarts encore plus marqués sur les abonnements :
 - o 26 % sur l'abonnement annuel tout public,
 - o 53 % sur l'abonnement senior (65 ans et plus),
 - o 119 % sur l'abonnement scolaire (moins de 18 ans).

Type de titre		Pau €	Moyenne €	Ecart à la moyenne	
1 déplacement	Au sol	1	1,4	-0,4	-36%
1 déplacement	À bord	1,3	1,6	-0,3	-21%
Abonnement 26-64 ans	1 an	278	351	-73	-26%
Abonnement 18-25 ans	1 an	139	146	-7	-5%
Abonnement moins 18 ans	1 an	55	120	-65	-119%
Abonnement 65 ans et plus	1 an	139	213	-74	-53%

Propositions

Titres occasionnels

- Il est proposé d'augmenter de 20 centimes le prix du ticket 1 déplacement (soit 1,50 € pour un ticket vendu à bord du bus et 1,20 € pour un ticket acheté en amont du déplacement). Ce tarif reste 12 % moins cher que les réseaux de taille comparable.
- Par ailleurs, il est proposé de maintenir le prix du carnet 10 déplacements à 10 € pour favoriser les déplacements des voyageurs occasionnels réguliers.

Abonnements

- Il est proposé de fixer le prix de l'abonnement annuel tout public (26-64 ans) à 320 €,

tarif qui reste 9 % en dessous de la moyenne des réseaux de taille comparable.

- Par ailleurs, il est proposé de repositionner les tarifs des abonnements scolaires et étudiants en :
 - o Diminuant de 19 € l'abonnement annuel 18-25 ans, qui est aujourd'hui pratiquement au prix des réseaux de taille comparable,
 - o Augmentant de 15 € l'abonnement annuel 4-17 ans, qui est aujourd'hui plus de deux fois moins cher que les autres réseaux.

L'abonnement annuel 18-25 ans passerait ainsi à 120 € par an et l'abonnement 4-17 ans à 70 € par an (pour mémoire l'abonnement scolaire de la Région Nouvelle-Aquitaine est au tarif de 156 €/an pour un aller-retour par jour scolaire).

- Enfin, il est proposé de fixer le prix de l'abonnement annuel seniors (65 ans et plus) à 50 % du prix de l'abonnement tout public, soit 160 € (abonnement qui restera ainsi 25 % moins cher que la moyenne des réseaux de notre taille).

Création de nouveaux titres

Il est proposé de créer deux nouveaux titres pour répondre à de nouveaux besoins :

- **Le pass 7 jours**, qui permettra de voyager de manière illimitée sur le réseau pendant 7 jours consécutifs à compter de la 1^{ère} validation pour un **tarif de 14 €**.
Ce titre a principalement vocation à répondre à une demande touristique.
- **Le pass tribu** permettant à des groupes de 2 à 12 personnes voyageant ensemble de réaliser jusqu'à 12 déplacements au cours d'une même journée (valable 24 h à partir de la 1^{ère} validation) pour un **tarif de 6 €**.
Par exemple : un groupe de 6 personnes peut réaliser un aller-retour sur le réseau ; un groupe de 3 personnes peut réaliser 2 allers-retours.
Ce titre vise à encourager les déplacements en famille ou entre amis, et à utiliser les parkings relais pour rejoindre le centre-ville.

Réductions

Il est proposé de maintenir le dispositif existant pour les achats en volume, permettant aux organisateurs de congrès et d'évènements de bénéficier de tarifs attractifs (achats en une seule fois, non valable pour les achats d'abonnements) :

Montant d'achat (TTC)	Réduction
0 € - 249 €	0%
250 € - 499 €	5%
500 € - 749 €	10%
750 € - 999 €	15%
1000 € - 1249 €	20%
> =1250 €	25%

Tarifification sociale

Afin de soutenir les communes dans leur politique d'aide sociale aux publics fragiles, il est proposé de fixer le tarif des abonnements annuels facturés aux CCAS à :

- 70 € pour les 4-17 ans
- 120 € pour les 18-25 ans
- 160 € pour les plus de 25 ans (quel que soit le profil)

Chaque CCAS fixera la part payée par l'ayant-droit et la part payée par le CCAS dans le cadre d'une convention signée avec la SPL STAP.

Amendes

Il est proposé de revoir le montant des amendes qui n'a pas évolué depuis 2015.

Trois paliers sont proposés :

- 5 € pour un abonnement chargé ou correspondance non validés, si paiement sur place ou dans un délai inférieur à 48h (60 € au-delà de 48h),
- 60 € pour les infractions de 3^{ème} classe (voyage sans titre de transport, usage irrégulier de titre, dépassement d'horaire....) auxquels s'ajoutent 30 € de frais de dossier si le règlement n'est pas effectué dans les 48h,
- 200 € pour les infractions de 4[°] classe (infractions liées à la sécurité : détérioration de matériel, trouble à la tranquillité, état d'ivresse, ...)

Service de Transport sur réservation « Idelis à la demande »

Il est proposé de fixer les tarifs du service Idelis à la demande, qui permet une prise en charge en « porte à porte » à :

- 1,9 € le ticket unitaire pour les abonnés IDELIS,
- 2,5 € le trajet unitaire pour les non-abonnés,
- 19 € le carnet de 10 déplacements pour tous les publics.

La proposition qui est aujourd'hui soumise au Comité Syndical est la suivante :

Tarifs proposés à compter du 1er juillet 2024			Tarifs actuels	Proposition
Titres occasionnels	Vente à bord	1 déplacement	1,30 €	1,50 €
		2 déplacements	2,40 €	2,80 €
	Vente « amont » (dépositaires, internet, agence commerciale, Modalis)	1 déplacement	1,00 €	1,20 €
		1 déplacement CSS	0,50 €	0,60 €
		2 déplacements	2,00 €	2,40 €
		10 déplacements	10,00 €	10,00 €
		24 heures	3,50 €	3,90 €
	Idelis à la demande	1 déplacement abonné	1,50 €	1,90 €
		1 déplacement	2,00 €	2,50 €
		1 déplacement CSS	1,00 €	1,20 €
		10 déplacements	15,00 €	19,00 €
Accompagnateur	CMI invalidité	1 déplacement	Gratuit	Gratuit
	Autre CMI	1 déplacement	0,50 €	0,60 €
Pass Tribu		12 déplacements - 24h		6,00 €
Pass 7 jours		7 jours consécutifs		14,00 €
Abonnements mensuels		4-17 ans *	6,00 €	7,50 €
		18-25 ans	15,00 €	14,00 €
		26-64 ans	30,00 €	35,00 €
		65 ans et plus	15,00 €	17,50 €
		Abonnés TER Nouvelle-Aquitaine	15,00 €	17,50 €
		CSS	15,00 €	17,50 €
Abonnements annuels		4-17 ans *	55,00 €	70,00 €
		18-25 ans	139,00 €	120,00 €
		26-64 ans	278,00 €	320,00 €
		65 ans et plus	139,00 €	160,00 €
		Abonnés TER Nouvelle-Aquitaine	139,00 €	160,00 €
		CSS et CCAS	139,00 €	160,00 €
Supports		Support Ticket rechargeable	0,20 €	0,20 €
		Carte anonyme rechargeable	2,00 €	2,00 €
		Carte nominative (abonnements)	Gratuit	Gratuit
		Duplicata de carte	8,00 €	9,00 €

* les élèves de plus de 17 ans scolarisés dans le secondaire (avant le bac) seront éligibles au tarif 4-17 ans sur présentation d'un justificatif de scolarité

Libellé infraction	Montant proposé	Tarif Actuel
Voyage sans titre de transport valable	60 €	51.50 €
Titre illisible ou déchiré	60 €	51.50 €
Titre sans rapport avec la prestation	60 €	34.50 €
Usage irrégulier de titre gratuit	60 €	34.50 €
Titre réservé à l'usage d'un tiers	60 €	51.50 €
Dépassement d'horaire	60 €	34.50 €
Titre utilisé hors période de validité	60 €	34.50 €
Titre chargé non validé, validation à vue du contrôleur	60 €	34.50 €
Violation de l'interdiction de fumer	60€	34.50€
Abonnement ou correspondance non validé	5.00€	5.00€
Absence de mention obligatoire	60 €	34.50 €

Libellé infraction	Montant proposé	Tarif actuel
Détérioration de matériel, de publicité ou d'inscription	200 €	174 €
Non-respect des conditions d'accès d'animaux	200 €	174 €
Usage d'instrument sonore, tapage ou trouble de la tranquillité des voyageurs	200 €	174 €
Violation de l'interdiction de souiller les véhicules de transport		
Etat d'ivresse manifeste	200 €	174 €
Trouble de la tranquillité des voyageurs : quête dans une voiture de transport public	200 €	174 €
Refuser d'obtempérer aux injonctions d'un agent par un voyageur	200 €	174 €
Trouble de la tranquillité des voyageurs : objets dangereux, encombrants, gênants	200 €	174 €
Cession à titre gratuit ou onéreux de titre de transport public routier	200 €	174 €
Propagande, pétition ou distribution de tracts ou d'objets	200 €	174 €
Utilisation injustifiée d'un signal d'alarme ou d'appel d'urgence	200 €	174 €
Non-respect du règlement d'Exploitation/entrave au contrôle (montée porte arrière) /refus d'obtempérer aux injonctions d'un agent	200 €	174 €
Obstacle à la fermeture ou décompression des portes	200 €	174 €

Ces nouveaux tarifs entreraient en vigueur au 1^{er} juillet 2024.

Une abstention

Conclusions adoptées

Monsieur MARQUE :

Pourriez-vous m'indiquer ce qui justifie cette hausse de 20 % sur le tarif de base. La période ne se prête pas trop à des augmentations. Sommes-nous en difficulté financière pour procéder à des augmentations aussi importantes ? Dans ma commune, j'ai déjà des remarques concernant la fréquentation, donc si jamais je leur annonce une hausse des tarifs, il va falloir que j'aie de bonnes raisons pour pouvoir expliquer cette hausse.

Monsieur le Président :

La bonne raison, c'est que les charges augmentent pour tout le monde, et vous l'avez vu, il n'y avait pas eu de hausse tarifaire depuis sept ans. S'il n'y avait pas eu la crise Covid, on aurait certainement déjà procédé à une hausse, je préfère des hausses lissées dans le temps, régulières et plus légères plutôt que des seuils de fortes augmentations (de 7 ou 8 ans). La contribution du Syndicat pour la SPL STAP est en hausse de 1.5 million d'euros donc si nous voulons maintenir des équilibres, nous sommes obligés d'augmenter les tarifs.

Le taux de couverture des recettes par les usagers est passé de 17.8 % à 14 %, si nous passons en dessous de 10 % ne perdrons les exonérations sur les taxes FABER, ce qui nous ferait perdre 1 million d'euros. C'est pourquoi nous devons rester dans des ratios fixés par la loi. La hausse de tarification s'impose également à cause du contexte économique (l'inflation, la hausse des coûts...).

Je fais remarquer que malgré cette hausse des tarifs, nous restons quand même les moins chers sur l'ensemble des tarifs de la moyenne des réseaux de notre strate.

Sur un déplacement, nous sommes 36 % moins cher que les réseaux de notre taille, auparavant, nous étions 21 % moins cher. J'ajouterai que nous demandons à la STAP des efforts de gestion, en serrant au maximum les budgets afin de faire des économies. Il est de notre responsabilité en tant que Syndicat de faire évoluer les recettes par le prix des transports en commun. Quoi que l'on en dise, il reste le moyen de transport le moins onéreux.

Je maintiens qu'il est toujours plus économique de prendre le bus plutôt que d'utiliser sa voiture.

06 - SIGNATURE D'UN AVENANT N°4 À LA CONVENTION POUR L'ORGANISATION ET LA COORDINATION DES RÉSEAUX ENTRE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE ET LE SYNDICAT MIXTE PAU BÉARN PYRÉNÉES MOBILITÉS

Rapporteur : Monsieur le Président

Mesdames, Messieurs,

Par convention du 24 septembre 2013, le Syndicat Mixte et le Département des Pyrénées-Atlantiques ont convenu de la création de titres de transport combinés "Idelis+cars interurbains".

Ces titres ont été maintenus par la convention du 30 décembre 2016 entre le Syndicat Mixte et le Département :

« Convention pour l'organisation et la coordination des réseaux du CD64 et du Syndicat Mixte, dans le cadre de l'extension du ressort territorial de l'Autorité Organisatrice de la Mobilité de l'agglomération paloise ».

À la suite des évolutions introduites par la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), entraînant le transfert de la compétence en matière de transports scolaires du Département vers la Région, et suite au changement

de dénomination du Syndicat Mixte (arrêté préfectoral en date du 29 janvier 2019), cette convention a pris la dénomination suivante :

« Convention pour l'organisation et la coordination des réseaux de la Région Nouvelle-Aquitaine et du Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités »

Suite à l'évolution des tarifs Idelis à compter du 1^{er} juillet 2024, il est proposé d'adopter l'avenant n°4 ci-annexé à la convention du 30 décembre 2016, qui fait évoluer les tarifs et la répartition des titres combinés pour prendre en compte l'évolution des tarifs Idelis.

Conclusions adoptées à l'unanimité

07 – ACTUALISATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICES ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERTION PAU BEARN PYRENEES ET LE SYNDICAT MIXTE PAU BEARN PYRENEES

Rapporteur : Monsieur le Président

Mesdames, Messieurs,

La mutualisation des services entre le Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités et la Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées existe depuis 2012.

La dernière mise à jour de la convention régissant ce dispositif date de 2015.

Depuis lors, des modifications de l'organigramme et des missions des services mis à disposition sont intervenues, notamment en raison de l'achèvement et de la mise en service du Bus à Haut Niveau de Service.

Les dispositions figurant dans la convention précédente nécessitent ainsi une réécriture actualisée.

C'est pourquoi il est proposé de mettre à jour les documents conventionnels, à savoir une convention régie par l'article L 5721-9 du Code Général des Collectivités Territoriales formalisant les mises à disposition entre la Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées et le Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités.

Elle a pour objet de mutualiser les services de la Direction Mobilités Espaces Publics auprès du Syndicat Mixte qui ne possède pas de personnel en propre ainsi que la Direction Générale et les fonctions support de la Communauté d'Agglomération pour l'appui stratégique et fonctionnel qu'elles apportent

Conclusions adoptées à l'unanimité

08 - COTISATION ANNUELLE AU SYNDICAT MIXTE NOUVELLE AQUITAINE MOBILITES

Rapporteur : Jean-Yves COURREGES

Mesdames, Messieurs,

Par délibération en date du 05 mars 2019 Pau Béarn Pyrénées Mobilité décidait d'adhérer au Syndicat Mixte Nouvelle Aquitaine Mobilités et décidait de verser chaque année une cotisation conformément à l'article 20.1 des statuts de Nouvelle Aquitaine Mobilités.

L'adhésion au Syndicat Mixte Nouvelle Aquitaine Mobilités permet de bénéficier de différents outils, notamment le paiement du titre de transport par téléphone (Ticket Modalis), le calculateur d'itinéraire multimodal Modalis, l'accès à des tarifs attractifs grâce à la constitution d'une centrale d'achats, et de différentes études partenariales.

Le 25 mars 2024 le Comité Syndical de Nouvelle Aquitaine Mobilités votait son budget et fixait le montant des participations de chaque membre. La cotisation 2024 pour Pau Béarn Pyrénées Mobilités s'élève à 67 500€.

Conclusions adoptées à l'unanimité

09-FIXATION DES DURÉES D'AMORTISSEMENT

Rapporteur : Jean-Yves COURREGES

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions de l'article L.2321-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, les dotations aux amortissements constituent des dépenses obligatoires pour les communes et les groupements de communes dont la population est supérieure ou égale à 3 500 habitants. Ce procédé comptable permet de constituer un autofinancement nécessaire à l'entretien ou au renouvellement du patrimoine.

Les durées d'amortissement sont fixées par catégorie de biens et en référence aux barèmes préconisés par les instructions budgétaires et comptables. L'amortissement est calculé à partir du début d'exercice suivant la date de mise en service du bien.

Il vous est proposé d'actualiser les durées d'amortissement fixées par la délibération du 27 septembre 2022 afin d'y intégrer les durées d'amortissement liées au transfert des actifs de la 1^{ère} ligne de BHNS.

Les durées proposées sont les suivantes :

CATEGORIES ET DUREES D'AMORTISSEMENT

Libellé	Durée	Imputation
Biens de faible valeur (< 500 €)	non amortissable	
Biens de faible valeur (500 € < 1 000 €)	1 an	toutes
Immobilisations incorporelles		
Frais d'études non suivies de réalisations	5 ans	2031
Frais d'insertion non suivis de réalisations	5 ans	2033
Concessions et droits similaires, brevets, licences	2 ans	2051
Autres immobilisations incorporelles	3 ans	2088
Immobilisations incorporelles		
Terrains, bâtiments et installations		
Terrains (nus, bâtis, autres)	non amortissable	
Agencements et aménagements de terrains	10 ans	2128
Bâtiment station hydrogène	10 ans	2131
Autres bâtiments	30 ans	2131
Installations générales, aménagements des constructions	10 ans	2135
Parking relais	30 ans	2153
Autres constructions	30 ans	2138
Constructions sur sol d'autrui : infrastructures	30 ans	2145
Constructions sur sol d'autrui : aménagements, installations, agencements	10 ans	2145
Bâtiment reçu au titre d'une mise à disposition : rotonde	30 ans	21731
Construction reçue au titre d'une mise à disposition : viaduc funiculaire	30 ans	21738
Construction reçue au titre d'une mise à disposition : bâtiment STAP	35 ans	21738
Autres infrastructures		
Infrastructures de voirie (sites réservés, plateforme, réseaux...)	50 ans	2314 et 2315
Abris bus / quai bus	10 ans	2153
Installations complexes spécialisées	10 ans	2151
Installations générales et agencements	10 ans	2181
Construction reçue au titre d'une mise à disposition : machinerie funiculaire	10 ans	21738
Poteaux d'arrêt	8 ans	2153
Agencements et aménagements du matériel et outillage	7 ans	2157
Matériel roulant et accessoires		
Construction reçue au titre d'une mise à disposition : voiture funiculaire	20 ans	21738
Vélos	5 ans	2182
Vélos pour relais Idécycle	2 ans	2182
Batteries vélo	5 ans	2182
Bus hydrogène	15 ans	2182
Bus électrique	15 ans	2182
Batteries bus électrique	8 ans	2182
Voiture	5 ans	2182
Bus standard	8 ans	2182
Carrosserie bus standard	7 ans	2182
Divers matériels		
Matériel informatique	3 ans	2183
Mobilier	10 ans	2184
Mobilier pour relais Idécycle	2 ans	2188
Autres immobilisations corporelles	10 ans	2188
Subventions reçues		
Subventions sur investissement amortissable	Même durée que le bien	

Conclusions adoptées à l'unanimité

10 - SÉCURITÉ SUR LE RÉSEAU IDELIS : SIGNATURE DE CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC LES ACTEURS DE LA SÉCURITÉ

Rapporteur : Jean- Claude BOURIAT

Mesdames, Messieurs,

La sûreté dans les transports publics constitue une composante essentielle de la sécurité publique et du sentiment de sécurité de nos concitoyens.

La responsabilité de la sécurisation des transports publics repose sur l'action commune et concertée des pouvoirs publics et des entreprises de transport. La coopération et le développement de partenariats locaux entre ces acteurs, permettant à chacun d'agir avec détermination dans son champ de compétences, est un axe essentiel d'efficacité dans la lutte contre l'insécurité.

Bien que le réseau IDELIS fasse aujourd'hui partie des réseaux de transport qui déplorent peu d'incidents de sécurité, il est équipé depuis 2007 d'un système de vidéoprotection embarquée et de moyens de communication directe avec les forces de l'ordre. Ces moyens ont vocation à être partagés pour une plus grande efficacité.

Une première convention de partenariat a été signée en 2010 entre la Société des Transports de l'Agglomération Paloise (STAP) et la Direction Départementale de la Sécurité Publique des Pyrénées-Atlantiques de manière instaurer des mécanismes de coordination efficaces et réguliers entre les opérateurs et les forces de l'ordre.

Une seconde convention a été signée en octobre 2020 avec la Direction Départementale de la Sécurité Publique, la Procureure de la République auprès du tribunal judiciaire de Pau, la Gendarmerie Nationale, le Syndicat Mixte des Transports Urbains Pau Béarn Pyrénées Mobilités et son délégataire de service public la STAP.

Cette convention est arrivée à échéance et nécessite d'être renouvelée.

Les buts poursuivis sont notamment de :

- Lutter contre la délinquance, la fraude et les incivilités dans les transports publics,
- Lutter contre le sentiment d'insécurité des salariés d'IDELIS et des passagers.

Conclusions adoptées à l'unanimité

11 - CONVENTION DE PARTENARIAT « ACCOMPAGNEMENT DES ETUDIANTS VERS UNE MOBILITE DURABLE ET INCLUSIVE »

Rapporteur : Jean-Claude BOURIAT

Mesdames, Messieurs,

L'antenne paloise de l'association nationale des étudiants de France (UNEF) a initié l'organisation d'un service de transports intitulé NAVETTE JEUDI FAC'ILE en 2016.

Cette navette circulant tous les jeudis soir de 0h30 à 5h30, pendant la période universitaire de septembre à juin, a permis d'assurer le retour des étudiants après les sorties en discothèque.

Au fil des années et au regard des besoins croissants de ce public, en termes de mobilités, l'association s'est développée en investissant le champ des mobilités durables, solidaires et inclusives ; allant même jusqu'à être un acteur principal de la vie étudiante avec les « navettes concours ».

Pau Béarn Pyrénées Mobilités finance depuis cinq ans cette association qui participe activement à la promotion des offres de mobilité du territoire et relaient les nombreuses animations auprès des étudiants : Défi Mobilité, Ateliers vélos, Challenge de la Mobilité, etc.

Afin de pérenniser ce travail collaboratif et d'affirmer la complémentarité de l'association avec les missions de Pau Béarn Pyrénées Mobilités et d'Idélis, dans un enjeu permanent de mobilité durable et inclusive, il est proposé de renouveler la convention de partenariat pluriannuelle (3 ans).

Conclusions adoptées à l'unanimité

12 - CONVENTION AVEC LA COMMUNE DE SERRES-CASTET POUR LA MISE EN ACCESSIBILITÉ DE L'ARRÊT DEVEZES CHEMIN DE DEVEZES

Rapporteur : Jean-Claude BOURIAT

Mesdames, Messieurs,

Le Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités, créé par arrêté préfectoral en date du 2 avril 2010, est l'autorité organisatrice de la mobilité sur son territoire.

En cette qualité, il a compétence pour porter et financer tous les projets directement attachés au fonctionnement du réseau de transports en commun.

Dans le cadre de la création de points d'arrêt ou d'aménagements nécessaires à la circulation des bus, son intervention est couplée avec celle de l'autorité gestionnaire de voirie qui a compétence pour réaliser les travaux connexes éventuels (accès...).

Par délibération du 16 décembre 2011, le Comité Syndical de Pau Béarn Pyrénées Mobilités a approuvé un règlement d'intervention en matière de réalisation de travaux de mise en accessibilité de points d'arrêt ou d'aménagements de voirie rendus nécessaires par la circulation des véhicules affectés au réseau de transports en commun.

Ce règlement détermine les compétences et les modalités d'intervention (notamment financières) de chaque entité (Syndicat Mixte / Commune ou Syndicat Mixte / Établissement Public de Coopération Intercommunale).

Il est enfin prévu, par ce règlement, que des conventions ponctuelles seront conclues au cas par cas entre le Syndicat Mixte et la collectivité ou l'EPCI concernés.

Ces conventions doivent déterminer la nature des travaux, les modalités de réalisation et les conséquences financières qui s'y rattachent.

Par délibération du 25 juin 2015, le Comité Syndical a approuvé l'agenda d'accessibilité programmée du réseau de transports publics urbains qui planifie la mise en accessibilité du réseau de transports collectifs et son actualisation par délibération du 11 octobre 2022.

La présente délibération a pour objet d'approuver une convention avec la Commune de Serres-Castet pour la réalisation de travaux de mise en accessibilité de deux quais bus arrêts "DEVEZES" sur le chemin de Devèzes.

La maîtrise d'ouvrage sera assurée par la Commune de Serres-Castet.

Le coût prévisionnel de ces travaux, à la charge du SMPBPM, est estimé à 14 851,11 € HT.

Conclusions adoptées à l'unanimité

13- CONVENTION DE SERVITUDE AVEC LA SOCIETE ENEDIS POUR L'IMPLANTATION D'UN POSTE DE TRANSFORMATION ELECTRIQUE SUR LA PARCELLE AL 141 SUR LA COMMUNE DE BILLERE

Rapporteur : Monsieur le Président

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de l'implantation d'un poste de transformation et d'une ligne électrique souterraine sur la parcelle AL 141 sur la commune de Billère, propriété du Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités, une convention de servitude avec la société ENEDIS doit être conclue.

A titre de servitude, le Propriétaire concède à ENEDIS le droit d'occuper un emplacement de 25 m² pour l'installation d'un poste de transformation de courant électrique et tous ses accessoires alimentant le réseau de distribution publique d'électricité.

PBPM s'engage à laisser accéder en permanence de jour comme de nuit à l'emplacement réservé à ENEDIS (poste et canalisations) ses agents ou ceux des entrepreneurs accrédités par lui ainsi que les engins et matériels nécessaires.

PBPM concède à ENEDIS les droits pour faire passer, en amont comme en aval du poste, toutes les canalisations électriques, moyenne ou basse tension nécessaire et éventuellement les supports et ancrages de réseaux aériens pour assurer l'alimentation du poste de transformation et la distribution publique d'électricité.

Tous les frais, droits et émoluments des présentes seront supportés par la société ENEDIS.

La signature d'un acte notarié est obligatoire, les frais seront à la charge de la société ENEDIS.

Conclusions adoptées à l'unanimité

14 - OBSERVATIONS DÉFINITIVES DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES

Rapporteur : Monsieur le Président
Messieurs,

Mesdames,

La Chambre Régionale des Comptes a procédé au contrôle coordonné des comptes et de la gestion du Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées mobilités et de sa Société Publique Locale d'exploitation des transports publics et des services à la mobilité de l'agglomération paloise de l'exercice 2017 jusqu'à la période la plus récente.

La Chambre Régionale des Comptes a fait connaître au Syndicat, par lettre en date du 27 mai 2024, les observations retenues à titre définitif.

En application des dispositions de l'article L 243-6 du code des juridictions financières, le rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes doit faire l'objet d'une inscription à l'ordre du jour de la plus proche réunion de l'assemblée délibérante. Il doit être joint à la convocation de chacun des membres et doit faire l'objet d'un débat, mais non pas d'un vote.

Je vous prie dès lors de bien vouloir prendre connaissance du présent rapport auquel est joint, en clôture, la lettre de réponse que j'ai fait parvenir à Monsieur le conseiller maître.

Après débat, il vous appartient de prendre acte du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes.

Conclusions adoptées à l'unanimité

15 - PARTENARIAT AUDAP : PROGRAMME DE TRAVAIL 2024

Rapporteur : Jean-Claude BOURIAT

Mesdames, Messieurs,

1. Contexte

Pau Béarn Pyrénées Mobilités a signé une convention triennale avec l'Agence d'Urbanisme Atlantique et Pyrénées (AUDAP) 2023-2025. Celle-ci définit un programme d'actions construit autour des 4 axes de travail du projet d'agence :

- Préservation, garantie, valorisation des ressources ;
- Coopération et cohérence territoriales pour plus de synergies ;
- Désirabilité, enchantement et attractivité des espaces et des territoires ;
- Cohésion sociale et modes de vie pour prendre soin des territoires et de leurs habitants.

Le programme de partenariat est précisé chaque année.

2. Missions à réaliser en 2024

AXE Préservation, garantie, valorisation des ressources

Adaptation des modes de vie et des usages au changement climatique : 3 jours

AXE Cohésion sociale et modes de vie pour prendre soin des territoires et de leurs habitants

ZFE, observatoire du PDU, schémas de secteurs Vélo, rues scolaires, aménagement de l'entrée Ouest de la CAPBP et de l'hôpital de Pau : 132 jours

Au total, ce sont **155 jours** qui seront alloués au programme pour l'exercice 2024.

3. Budget alloué

Pour rappel, le coût d'adhésion des collectivités à l'AUDAP est de 5 000 €/an et le coût de prestation à la journée est de 490 € TTC.

Il est proposé d'engager le programme de partenariat 2024 pour un coût total et constant de 85 600 € (80 600 € + 5 000 € d'adhésion).

Monsieur DUDRET ne prend pas part au vote

Conclusions adoptées à l'unanimité

Prend acte

**Suivent les signatures,
Pour extrait conforme,**



**Nicolas PATRIARCHE
Président de Pau Béarn Pyrénées
Mobilités**